



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes,

développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Women's Board Educational Cooperation Society, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## **Déclaration**

### **Autonomisation des femmes rurales et développement durable**

Women's Board Educational Cooperation Society est une organisation non gouvernementale justifiant d'une vaste expérience dans les communautés rurales du sud-ouest et du sud-est du Nigéria. Nos initiatives et projets de développement au niveau local nous permettent de saisir que le passage des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable nécessite qu'on se penche sur l'autonomisation des femmes rurales faire de vrais progrès dans l'élimination de la pauvreté dans le monde.

Un changement de paradigme est nécessaire pour hisser à un niveau supérieur le développement humain des communautés rurales. La population rurale au Nigéria vit dans une pauvreté abjecte. Si nous nous engageons véritablement à atteindre le développement durable, le renforcement des communautés rurales, en particulier des femmes, s'impose comme une impérieuse nécessité.

Une chose est certaine, il ne peut y avoir de développement inclusif et durable sans politiques de développement qui tiennent compte des personnes vivant à la périphérie de nos communautés. Lorsque les institutions publiques et les organisations de la société civile de notre pays élaborent des plans et déploient des efforts en faveur du développement, leurs interventions se limitent en générale aux villes ou aux centres urbains. Les communautés vivant à l'intérieur du pays sont souvent négligées et se voient parfois contraintes de dépenser leurs maigres ressources pour se déplacer vers les grandes villes pour bénéficier du développement dont profitent les citoyens.

Nous apprenons aux femmes rurales à gérer leurs maigres ressources. D'ordinaire, nous programmons diverses séances d'acquisition de compétences pour aider ces femmes à diversifier leurs sources de revenus. À maintes reprises, elles se retrouvent enfermées dans une activité dérisoire parce qu'elles n'ont pas les compétences de base pour proposer d'autres biens et services afin d'accroître leurs revenus. Au cours de ces séances, elles acquièrent divers savoir-faire générateurs de revenus tels que la fabrication de savon, la teinture à la ficelle, la préparation de gâteaux et autres pâtisseries. En général, à l'issue de ces actions de formation, nous nous retrouvons à sec car les ressources financières nécessaires ne sont pas immédiatement disponibles. Les femmes ont besoin de fonds pour étendre leurs activités et mettre en pratique ce qu'elles ont appris. La plupart des familles rurales ont un besoin urgent d'augmenter leur revenu familial mensuel, même de quelques points de pourcentage.

Notre organisation a tenté d'aider ces femmes rurales à obtenir des prêts à des conditions favorables pour augmenter les revenus de leurs familles et mieux subvenir aux besoins de leurs enfants. Au stade actuel, nous pouvons affirmer que les structures de crédit sont inexistantes et, quand elles existent, elles ne sont pas aussi solides que celles que l'on trouve dans les grandes villes. Cette situation difficile décourage les femmes rurales qui sont pour la plupart illettrées et ont tendance à se détourner des rues animées de la ville pour profiter des opportunités offertes par les fournisseurs de microcrédit.

Dans le cas des femmes qui ont désespérément besoin de ces prêts, le taux d'intérêt qu'on leur propose est assez élevé et difficile à rembourser

systématiquement pour une femme rurale disposant d'un maigre revenu. Les institutions de microcrédit de la région d'Ijebu-Ode, où nous avons réalisé quelques-uns de nos projets, proposent des prêts remboursables sur des échéances d'une semaine, avec un taux d'intérêt de 10 à 14 %. Ces modalités de remboursement sont de nature à dissuader une femme rurale qui tire ses revenus du petit commerce. Lorsqu'elles sont engagées dans le commerce des fruits et légumes de saison, leur situation est encore plus intenable puisque les prix de ces produits saisonniers connaissent des fluctuations importantes d'une saison à l'autre. Ces facteurs rendent la personne inéligible aux prêts. Dans le cas de ces femmes rurales, le choix de se livrer à la vente de produits alimentaires saisonniers pourrait les disqualifier automatiquement de l'obtention du prêt.

La plupart des femmes des communautés où nous réalisons nos projets sont des vendeuses de garri. Le garri est un aliment essentiel dans la plupart des régions du Nigéria. Il est fabriqué à partir de manioc traité et frit. Le procédé de fabrication du garri comporte plusieurs étapes toutes aussi fastidieuses les unes que les autres et nécessite beaucoup d'effort. Avec l'agriculture mécanisée, une bonne partie de l'énergie physique pourrait être consacrée à la gestion du foyer et à l'accomplissement d'autres tâches ménagères. Mais, très souvent, ce sont ces mêmes femmes qui labourent la terre jusqu'à la récolte des tubercules de manioc qui sont parfois très lourds à porter. Ensuite, elles les épluchent, les moulent et les font frire pour obtenir le produit final, le garri, qu'elles vendent par la suite.

L'agriculture est faiblement mécanisée dans la plupart des régions d'Afrique subsaharienne. Ce n'est que récemment, avec la chute des prix du pétrole, que le Gouvernement nigérian a commencé à songer à entreprendre des réformes agricoles. Sans doute, beaucoup de chemin reste à faire avant que l'agriculture mécanisée ne devienne une réalité pour les petits agriculteurs ruraux. Même si ces derniers passaient à l'agriculture mécanisée, ce sont sans doute les hommes qui s'engageraient dans l'agriculture mécanisée à grande échelle, avant de songer aux femmes rurales. Les raisons sont évidentes !

Les pratiques traditionnelles sont telles que les femmes ont très peu de chance d'avoir accès à la propriété foncière et des biens en général. Nous ne devons pas perdre de vue le rôle que ces pratiques jouent dans différentes parties du monde, en particulier dans les zones les plus reculées. Dans le sud-ouest du Nigéria, les femmes ne possèdent pas la terre; celles qui tirent l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture sont souvent contraintes de louer des lopins de terre pour les cultiver. Les femmes louent chez leur propre mari un lopin de terre qu'elles exploitent durant une seule saison agricole, à l'issue de laquelle le champ est restitué à l'homme; à chaque nouvelle saison agricole, elles doivent louer de nouveau la terre.

Dans des communautés de l'État d'Ogun où nous intervenons depuis plusieurs années, aider les femmes à obtenir des microcrédits est une tâche ardue, tant pour les femmes concernées que pour les prestataires de microcrédit en raison des facteurs mentionnés ci-dessus et bien d'autres facteurs. Nous devons réfléchir à ces questions à l'heure où nous nous engageons pour un développement plus durable dans le monde dans le but ultime de sortir définitivement de la pauvreté ceux qui en souffrent.